

RÉSISTANCE SOCIALE

SOMMAIRE

Solidarité internationale – p2

Réforme des retraites – p3
et 4

Avez-vous remarqué ? – p4

Stress-tests et Bâle III – p5
à 8

Pétition pour la médecine du
travail – p9

Actualité sociale – p 10

**8èmes Vendémiaires
de Réso** – p11

Coup de gueule – p12

LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !

Le mot de la présidente

Pour le luxe, tout va bien, merci. On s'en doutait un peu, les développements de l'affaire Woerth-Bettencourt ayant démontré, s'il en était encore nécessaire, combien la politique menée par ce gouvernement était, et avec quelle impudeur, au service des privilégiés. Le groupe LVMH vient d'annoncer 1 milliard de profits pour le seul 1^{er} semestre 2010.

Pendant ce temps, les employés de Continental Midi-Pyrénées sont confrontés à un choix indigne : rogner sur leur salaire ou perdre leur emploi. La direction de Continental a déjà imposé cette alternative en Espagne et à Clairoux où on sait ce qu'il en est advenu 2 ans plus tard : la fermeture de l'usine ! On sait moins qu'en Allemagne, où les salariés ont refusé ce chantage, l'usine existe toujours.



On pourrait croire que règnent le pessimisme, le fatalisme et la non-combativité. Les récentes manifestations des 7 et 23 septembre ont prouvé le contraire ! C'est, à chaque fois, 2,5 à 3 millions de manifestants qui se sont retrouvés dans 220 à 250 cortèges, pour s'opposer à la réforme des retraites.

Malgré l'autisme aveugle de Sarkozy et Fillon, ces manifestants le savent : ils ont déjà gagné.

Gagné dans l'esprit des Français : les « arguments » des ministres ne convainquent plus. Mieux : chacun a compris que le mode de financement des retraites passe par la taxation du capital. Tous réaffirment leur attachement à la retraite par répartition, alors que le but sous-jacent de cette casse était d'offrir un nouveau marché aux assureurs privés.

Gagné dans leur mobilisation et leur mode d'action quand les trois quarts des Français disent soutenir les grèves.

Gagné auprès des politiques. Aucun prétendant – de gauche – au siège présidentiel ne pourrait être élu s'il n'affirmait sa volonté de maintenir la retraite à 60 ans.

Voilà donc 2 ans que nous sommes officiellement entrés dans la crise. Plusieurs fois, on nous a promis que c'était le début de la fin. Pour les banques, ça a l'air d'aller... en tout cas, aussi bien qu'avant. Et c'est décidé, on ne va pas les embêter avec les fonds de réserve ! Si une nouvelle crise financière se produit, l'argent public ne sera-t-il pas à nouveau là ? Quant à la crise économique et sociale, plus ancienne mais qui a subi un coup d'accélérateur, on n'en voit pas le bout du tunnel. Même si M. Wauquiez se vante de voir le chômage diminuer. Le traficotage des chiffres n'a jamais remplacé une véritable politique économique. Non seulement plus de 2,67 millions de personnes sont inscrites à Pôle Emploi, mais 610 000 chômeurs sont dispensés de recherche d'emploi et 1,3 million travaillent à temps partiel. Ne parlons pas de la qualité du travail qui se dégrade et de la précarisation qui s'installe : aujourd'hui, dans le privé, à peine un salarié sur deux est en CDI.

Plus Sarkozy s'enferme dans ses certitudes et son arrogance bling-bling, plus le gouvernement s'obstine dans sa protection des privilégiés, plus la société dans son ensemble, mais les salariés (travailleurs, chômeurs et retraités compris) en premier lieu, les rejettent. Il faudra être à la hauteur d'une démarche et d'un contre-projet alternatifs. C'est ce à quoi nous essaierons d'apporter notre pierre lors de nos prochaines Vendémiaires !



Le bulletin Résistance Sociale
est une publication
de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin
75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet :

www.resistancesociale.fr

Courriel :

webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice
de la publication :

Marinette BACHE

Marinette BACHE

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

« SAUVER LA GRÈCE, SAUVER LES RETRAITES »

Par Jean-Claude CHAILLEY

« Sauver la Grèce »

Il y a quelques jours, soulagement sur toute la planète : les investisseurs ont consenti à prêter de l'argent à la Grèce, l'Irlande, l'Espagne. « Ouf. Sauvés !!! »

Les Grecs, comme partout, semblent vraiment ingrats. Non seulement ils ne remercient pas, mais plus on les « sauve » et plus ils manifestent !

Ils ne comprennent toujours pas « qu'ils vivent au-dessus de leurs moyens ».

Ce sont d'affreux parents, limite maltraitance, car en éduquant, en gâtant leurs enfants, « ils vont transférer la dette à leurs enfants ».

Interviewé dans les Echos, l'économiste Michel Aglietta donne l'explication : « *la gestion de la crise grecque a été faite au profit des banques, pour qu'elles n'aient aucune perte* ».

Effectivement les chiffres couramment avancés c'est que les banques françaises et allemandes à elles seules détenaient au moins 65 / 70 milliards d'euros de créances. Ce sont donc les institutions financières mondiales que la population grecque rembourse au prix d'un plan d'austérité qui sert de modèle pour toute l'Europe,... y compris N. Sarkozy.

C'est une injustice flagrante, mais est-ce au moins efficace ? Là encore, ce n'est pas l'avis de M. Aglietta, pour lequel « *Le risque existe que les pays qui ont adopté des remèdes de cheval, l'Irlande, l'Espagne et la Grèce surtout, se retrouvent en 2011 ou au-delà en situation d'insolvabilité* ».

Comme les « remèdes de cheval » se généralisent ...

« Sauver les retraites »

Le vocabulaire n'est pas neutre. Il vise à créer un consensus sur le fait que les retraites sont menacées et que gouvernement, MEDEF, gauche, droite, syndicats, associations... ont le même objectif, même s'ils peuvent diverger sur les solutions.

Mais NON, il ne s'agit pas pour N. Sarkozy et le MEDEF de « sauver les retraites » !

Le projet de réforme fait partie du plan d'austérité visant à économiser 80 mds € d'ici 2013 pour revenir dans les critères du Pacte de stabilité, tout en augmentant la part des assurances privées.

Le projet est conforme au livre vert sur les retraites de l'Union européenne.

D'ailleurs ça fait 20 ans qu'on « sauve les retraites » en les baissant et en les retardant et si elles ne sont toujours pas « financées », c'est qu'avec la politique actuelle elles ne le seront jamais.

Le projet de réforme des retraites de Sarkozy, dont Résistance Sociale demande le retrait – voir plateforme sur le site www.resistancesociale.fr – est lui aussi élaboré « au profit des banques » et compagnies d'assurance.

Le « sauvetage de la Grèce » et la réforme des retraites sont une expression de la mondialisation libérale qui démantèle la Sécurité sociale, les services publics, le tissu industriel, tend à tout privatiser, au profit des grandes institutions financières.

AILLEURS, DANS LE MONDE

Par Emilie KERDUJAL

GRANDE-BRETAGNE

Le gouvernement anglais a annoncé au mois d'août sa volonté de privatiser en partie la poste britannique d'ici deux à trois ans, projet qu'avait abandonné le gouvernement précédent sous la pression des syndicats.

ESPAGNE

Les Espagnols sont à nouveau en grève le 29 septembre, contre les réformes du gouvernement –socialiste– de Zapatero. Il s'agit de s'opposer à la baisse des salaires des fonctionnaires, à la réforme des retraites (recul de l'âge légal de 65 à 67 ans, gel des pensions) et également de refuser la réforme du Code du travail.

BELGIQUE

Manifestation le 29 septembre à Bruxelles à l'appel de la Confédération européenne des Syndicats.

VENEZUELA

Hugo Chavez sort conforté après les élections au Parlement vénézuélien, où l'opposition hétéroclite ne remporte qu'un tiers des sièges.

HONGRIE

La Hongrie a refusé au mois d'août de s'aligner sur les politiques de rigueur mises en œuvre dans d'autres pays européens avec le soutien du FMI.

RÉFORME DES RETRAITES

Intervention de Jean-Claude Chailley, secrétaire général de Réso, au meeting unitaire du 8 septembre, à Montreuil (93)

Nous sommes dans une crise mondiale d'une ampleur inconnue depuis les années 30. La politique du G20, de l'Union européenne, de Sarkozy ne peut la résoudre.

En début d'année, Sarkozy annonçait qu'il fallait économiser chaque année 50 milliards d'euros sur la Sécurité Sociale, les retraites, les services publics, etc.

Il est passé à 80 milliards et on parle déjà de 95 ou plus. Les chiffres ont un contenu. 100 milliards € d'économies ou de taxes d'ici 2013, plus de 600 milliards de nos ex francs, 150 fois le bouclier fiscal, **c'est un plan d'austérité d'une ampleur inconnue depuis la guerre.**

Avant même le vote de la réforme des retraites, Mme Parisot demande une réforme de l'assurance maladie. Il faudrait donc couper, privatiser, passer la Sécurité Sociale aux assurances privées. Immédiatement, Copé, Baroin et autres proposent de nouvelles exonérations de cotisations patronales.

Mais tous ces projets de régression sociale majeure sont conditionnés à la capacité de Sarkozy de faire passer sa réforme des retraites. Dans notre diversité, nous sommes réunis ici ce soir pour l'en empêcher.

Sarkozy craint le mouvement social. Avant la manif d'hier, il a reculé devant les étudiants. Puis, pour tenter de réduire l'ampleur de la manifestation, il a annoncé qu'il ferait des concessions sur la pénibilité et les poly pensionnés, concessions qu'il gardait en réserve depuis 2 ans pour donner un prétexte à certains de se retirer de la mobilisation tout en expliquant à leurs troupes qu'ils avaient gagné. Peine perdue. Malgré les embardées sur les 60 ans d'un dirigeant d'un grand syndicat, la mobilisation a été exceptionnelle.

Les échos que j'ai des assemblées générales dans les entreprises du Val de Marne aujourd'hui montrent une volonté des salariés d'aller de l'avant, de gagner. En même temps, pour nombre de salariés, il manque la confiance qu'on a à tous les niveaux la volonté de gagner, d'obtenir le retrait de la réforme comme 1^{ère} étape.

Je ne reviens pas sur la réforme ; mais je voudrais insister sur l'aggravation entre l'avant projet et le projet de loi. L'article 1^{er} instaure un comité de pilotage pour s'assurer qu'on arrive bien à l'équilibre financier en 2018 et proposer des mesures correctrices. Ce sera évidemment le cas, puisqu'au nom de la compétitivité, on veut continuer de creuser le « trou » de la Sécu. **C'est donc en réalité une réforme permanente des retraites qui est projetée.**

Depuis les décrets Balladur – dont Résistance Sociale demande l'abrogation – les retraites sont indexées sur l'inflation au lieu des salaires. Mais cette revalorisation pourtant insuffisante est menacée : ainsi, l'article 2 ouvre la possibilité de geler ou de baisser les retraites comme dans plusieurs pays européens. **J'ajoute, car on en parle peu, que les retraites complémentaires AGIRC et ARCCO sont également menacées, car l'accord qui représente 25 % des retraites vient à échéance en fin d'année et rien ne dit qu'il sera renouvelé.**

Nous nous réclamons tous ou presque de la Révolution française, de la Commune de Paris, de juin 36, du programme du Conseil National de la Résistance, de mai-juin 68. La situation actuelle, que ce soit les retraites ou les services publics, ou l'emploi, ou les salaires, ne nous convient pas. Nous acceptons encore moins de nouveaux reculs.

Nous sommes de nouveau dans une période historique. Commémorer ne suffit pas. Ni réduire le débat, comme on nous y incite, à - peut-être - limiter les dégâts pour telle ou telle catégorie de salariés au détriment de tous, actifs, chômeurs ou retraités.

Nous devons écrire une nouvelle page d'histoire. Le 1^{er} acte, ce soir, c'est de prendre l'engagement, tous ensemble, de lutter jusqu'au bout, jusqu'au retrait du projet de loi sur les retraites, seul moyen d'ouvrir une nouvelle période de conquêtes sociales et démocratiques.

Nous pouvons gagner, nous devons gagner, nous allons gagner !



Montreuil (08/09/10)



Champsol (14/09/10)



Creil (08/09/10)



Dax (03/09/10)

RÉFORME DES RETRAITES

Oui, on peut, on doit gagner !

Communiqué actualisé de Résistance Sociale

6 millions de grévistes les 7 et 23 septembre, 3 millions de manifestants, soutenus par 70 % des Français. Craignant une lame de fond comme le CPE, Sarkozy essaie de la transformer en ruisseaux en la détournant vers une nuée de sujets.

À Résistance Sociale, nous sommes inondés d'appels de collectifs contre telle ou telle mesure, ou annonce... Ils sont très souvent justifiés, mais en même temps, dans l'immédiat, il faut éviter de tomber dans le piège de l'éparpillement : l'expérience montre qu'il est bien difficile d'influencer la politique gouvernementale - sauf si le retrait du projet de réforme des retraites change la donne - !

Comment déjouer le piège ?

Élargir en montrant que tout le monde est concerné.

Établir le lien entre la réforme des retraites et toutes les autres :

- Les retraités sont concernés puisque l'article 2 permet de baisser les retraites
- La réforme des retraites suit exactement la même logique que les réformes de l'enseignement, la loi Bachelot, le non-remplacement de dizaines de milliers de fonctionnaires chaque année...
- C'est la même politique que celle qui voit le chômage et la précarité de masse, le quasi-gel des salaires dans le privé et le public...

La réforme des retraites est partie prenante d'un plan d'austérité « à la grecque », destiné à ponctionner, dès 2013, 80 milliards € (500 milliards de nos ex-francs !).

La réforme des retraites est le verrou de toutes les autres.

Chacune des réformes, en cours ou projetée, est conditionnée à la possibilité de Sarkozy de faire voter sa réforme, qu'elle soit amendée ou non.

Pour protéger ce qui reste de notre modèle social, pour pouvoir négocier des réformes de progrès si nécessaires, il faut immédiatement rassembler, dans l'unité, toutes les générations, le privé et le public sur le premier objectif : l'abandon de la réforme.

**Oui, on peut, on doit gagner : RETRAIT du projet de RÉFORME DES RETRAITES !
Toutes et tous dans la rue les 2 et 12 octobre !**



AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?



Michel Etievent*, dans le journal l'Humanité du 14 septembre, nous rappelle avec talent que c'est Ambroise Croizat, nommé ministre du Travail et de la Sécurité sociale en novembre 1945 qui eut la charge en mettre en œuvre le programme du Conseil national de la Résistance dans ce domaine : établissement de la Sécurité sociale, création des comités d'entreprise, médecine du travail, généralisation de la retraite sont quelques unes des grandes réalisations de ce ministre qui, en décembre 1945, déclarait à l'Assemblée nationale : « *il faut en finir avec la souffrance, l'indignité et l'exclusion. Désormais nous mettrons l'homme à l'abri du besoin. Nous ferons de la retraite, non plus une antichambre de la mort mais une nouvelle étape de la vie* ».

Le 7 avril 1946, Ambroise Croizat propose à l'Assemblée nationale l'extension de l'allocation aux vieux travailleurs salariés à tous les Français. Malgré l'opposition de la droite, la loi est votée le 22 mai, grâce au rapport de forces dans le pays (la CGT frôle les 5 millions d'adhérents, le PCF représente 29% des voix). Le 22 septembre, ces dispositions sont étendues à toutes les personnes non salariées.

* Auteur d'« **Ambroise Croizat ou l'invention sociale** » (ouvrage disponible 520 avenue des Thermes 73600 Salins les Thermes, au prix de 25 euros + 5 euros de frais de port)

PLACE AU DÉBAT

« Stress tests » et « Bâle III » : preuve du cynisme des financiers et démonstration de la collusion entre médias, pouvoir et argent

Par Michel JALLAMION, porte-parole de Résistance Sociale

On nous l'a promis, juré, craché, le capitalisme va être moralisé, nos banques protégées de toute nouvelle crise. Il le faut bien, pour bien enfoncer dans toutes les têtes que les crises ne sont pas endogènes au système capitaliste mais le résultat de comportements immoraux, voire illégaux (Madoff, les traders, etc.). Car le problème pour nos gouvernements « libéraux » et le milieu de la finance est simple : il faut que la confiance dans le système soit restaurée pour que nos concitoyens ne se demandent plus pour quelles raisons ils doivent se serrer la ceinture lorsque les cours de la bourse s'envolent et pour quelle raison ils doivent mettre la main au porte-monnaie lorsque la Bourse s'effondre !

Le comble de leur cynisme a été atteint lors de ce troisième trimestre : le contenu de Bâle III, mais encore plus la réaction des marchés et ceux de « notre » gouvernement et les distorsions d'analyses entre presse grand public et presse financière en sont une preuve flagrante.

Acte 1 : « stress tests » réussi par les banques européennes

Tout commence le 23 juillet 2010 par la publication du test de résistance des milieux bancaires commandé par la Commission européenne et organisé par le Comité européen des contrôleurs bancaires (CECB).

Vu la publicité faite autour des résultats de ce test, il n'aura échappé à personne que seules 7 banques européennes sur 91 ont échoué aux tests de résistance et qu'aucune n'est française : 5 banques espagnoles, 1 banque grecque et une allemande.

Tout le monde est très content. Le directeur d'El Mundo feint la surprise : « *Tout le monde a été surpris par le bon état des banques* ». En France, le JDD triomphe et titre « [Stress tests, un succès français](#) », et le

gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, se félicite que la « *marque des banques françaises est vraiment une capacité de résistance très forte* ». Il aurait mieux fait de s'exclamer « *Alléluia ! Dieu est vivant !* » car :

1°) **si ce test est valable, comment se fait-il qu'il n'y ait qu'une banque grecque concernée ?** Nous croyions que le système bancaire était déstabilisé et que c'était la raison de la cure d'austérité sans nom que l'on faisait subir à tout un peuple. Mais non ! Que les Grecs se rassurent ! Leur système bancaire est solide !

2°) **qu'est-ce qui a changé depuis la crise ? Rien.**

Il s'agit d'un miracle. Aujourd'hui nos banques sont prêtes à résister au séisme financier dont nous avons financé et continuons à financer les conséquences (enfin nous finançons les conséquences financières, les financiers, eux, ne financent pas les conséquences sociales) ;

3°) **toutes les banques françaises ont-elles subi le test ?**

Non, seulement 4 d'entre elles : BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole et la Banque populaire Caisse d'épargne ;

4°) **quel était le but de ce test ? Eviter les bulles spéculatives ? Non.**

Il s'agissait de « prouver que les banques peuvent maintenir un ratio de fonds propres "Tier 1" d'au moins 6 % d'ici à la fin 2011, et ce dans des scénarios de crise plus ou moins sévères » (Le "Tier 1" c'est la partie jugée la plus solide des capitaux propres. En bref il s'agit de fonds propres pour faire face à des retraits soudains et avoir assez d'actifs pour ne pas faire banqueroute). Il s'agissait donc de tester officiellement la solvabilité des banques. Le minimum requis, selon les accords de Bâle I, est de 4 %. Dans la

PLACE AU DÉBAT

pratique, la plupart des banques visent au moins 7 %. Donc, il n'est pas étonnant que les 6 % soient atteints. Cela ne sert à rien en cas de crise puisque cela était déjà le cas avant la crise !

5°) pire, les tests ont montré qu'en cas de tension liée à une [crise financière](#) importante, ce ratio cumulé des quatre banques françaises allait tomber à 9,3 % fin 2011, contre 9,9 % fin 2009.

Où est le résultat positif ? En fait, tout indique que le test est positif, sauf... en cas de crise financière réelle !

6°) **ce test avait-il le moindre intérêt ?**

Absolument pas ! C'est le même **Christian Noyer**, qui, dans sa précipitation à faire l'apologie du système bancaire français, vend la mèche : ces résultats étaient « *prévisibles* » car ils sont « *en ligne avec les résultats obtenus dans les tests régulièrement menés en France et la capacité avérée des banques françaises à traverser la crise récente* ». Ce test est donc de l'argent jeté par les fenêtres pour les spéculateurs !

7°) **ce test à cette échelle est-il au moins une première ?**

Même pas ! D'ailleurs les tests similaires menés avant la crise des *subprimes* et la faillite de Lehmann Brothers en septembre 2008 aux Etats-Unis ont démontré leur inutilité ! En Europe, des tests ont été réalisés en septembre 2009 sans qu'on en connaisse les résultats.

Conclusion : alors pourquoi diable faire ce test s'il ne sert à rien ? Notre ministre de l'Economie, [Christine Lagarde](#), voulant certainement démontrer à « notre » président qu'elle fait bien partie de cette « droite décomplexée » qu'il appelle de ses vœux, l'avoue sans détour : « **C'est évidemment un sujet de satisfaction parce que (...) la défiance des marchés devrait maintenant disparaître** ». Tout est dit. D'ailleurs les spéculateurs l'ont compris : c'est un blanc-seing donné au marché. La preuve : le CAC 40 (le niveau des actions des 40 plus grandes entreprises

françaises) augmente de plus de 5,7 % du 20 au 28 juillet, dont plus de la moitié la veille et le jour de l'annonce. Voilà à quoi sert le test. Il ne sert pas à tester les milieux bancaires face à une crise mais seulement à restaurer la confiance dans le marché et permettre à nouveau aux spéculateurs de tout poil de retrouver des marges de bénéfices substantielles (d'ailleurs ils en ont aussi dans l'autre sens : il est tout à fait possible de spéculer à la baisse et d'en tirer des profits substantiels, et tant pis pour le risque de banqueroute : les états, et donc les citoyens, paieront d'une manière ou d'une autre.

Acte II : « stress tests » dénoncé par le Wall Street Journal le 07/09/2010

Le Wall Street Journal révèle les failles de ces stress tests dénonçant nommément Barclays et le Crédit agricole. Sans entrer dans les détails, le journal démontre que :

1°) les banques sont dans ces tests maîtres de déterminer si des actions ou obligations sont risquées. Là, le système bancaire avait comptabilisé comme sûres des obligations qui spéculaient sur des titres de dettes.

2°) Les tests ont été réalisés sur la situation au 31 mars. Depuis beaucoup de titres de dette publique de certains pays européens ont perdu énormément de valeur sur les marchés.

Ces tests sont donc « bidon », tout le monde dans le milieu de la finance le savait. Dès le 23 juillet *El Economista* (journal financier) avait un autre son de cloche que la presse « publique » EL Mundo : « *il apparaît évident que les Caisses d'épargne espagnoles ont triché en gonflant leurs capitaux propres en y englobant les aides publiques* ».

Mais voilà, le titre du Wall Street Journal dépasse la sphère financière. L'information est rendue désormais publique et donc la légitimité à spéculer vis-à-vis des peuples disparaît à nouveau : le risque pour les spéculateurs (pas pour nous !) est que les politiques pourraient céder aux pressions des

PLACE AU DÉBAT

peuples et prendre des mesures qui réduiraient les marges bénéficiaires, au moins symboliquement. De plus, la crise obligeant à une politique d'austérité à l'échelle mondiale pour permettre aux financiers et spéculateurs de vivre, difficile de le légitimer si on dit à tout le monde :

« Le système risque de nouveau de s'écrouler et vous devrez à nouveau payer pour la finance car il est hors de question de réduire ses marges bénéficiaires »...

Comble de malheur pour les financiers, un accord Bâle III est en cours d'étude (comme nous l'avons vu Bâle I ne cassait pas trois pattes à un canard, Bâle II non plus, et n'est même pas respecté par les Etats-Unis !)... et il y a donc risque, même mineur, mais il existe, que cette fois-ci la mesure symbolique rogne un tant soit peu leurs marges !

Acte III : Les accords de Bâle III le 12/09/2010

L'accord a été conclu à l'issue d'une réunion du comité de Bâle qui réunit les banquiers centraux et les régulateurs bancaires de 27 pays sous la houlette du président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet.

Selon lui (et c'est bien sûr ce que les médias ont retenu, c'est fait pour ça) « *Les accords conclus aujourd'hui constituent un renforcement fondamental des normes internationales de capital* », « *Bale III contribuera à la stabilité financière à long terme* », ainsi qu'à « *la croissance* ».

Le Monde titre : « *L'accord Bâle III, un bon départ pour la régulation bancaire* » et donne le la de l'opinion de la presse publique « Il faut donc saluer l'effort que [les autorités] viennent de fournir pour édicter les normes dites "Bâle III" deux ans seulement après le naufrage de la banque [Lehman Brothers](#). »

Génial ! Bâle III est en effet un accord sur un vaste plan de réforme du secteur bancaire ! Et en à peine deux ans !

Soyons sérieux : qu'ont-ils décidé en réalité ?

Ils se sont mis d'accord pour porter le montant minimal des fonds propres de « meilleur qualité » à 7 % (en fait à 4,5 % contre 2 % aujourd'hui, le reste étant composé d'actions ordinaires)... des fois que ce soit trop exigeant, on leur laisse jusqu'à janvier 2015. Et jusqu'à janvier 2019 pour la constitution d'un « matelas de protection » de 2,5 % mais juste au cas où les économies seraient en surchauffe (de qui se moque-t-on en suggérant que le problème ce n'est pas la crise mais une très, très forte croissance ! C'est sûr que c'est notre problème aujourd'hui !).

Ouf !!! Le quotidien des professionnels de la finance (l'AGEFI) titre triomphalement le 14/09/2010 : « **Les marchés actions écartent le spectre d'une vague de recapitalisations à court terme** » et ajoute dans son article que ces accords sont « *moins stricts qu'attendu, à 7 %, et un calendrier d'application étalé jusqu'en 2019* ». Cette annonce « *devrait permettre d'éviter de lourdes augmentations de capital à court terme* », se réjouissait [Oddo Securities](#). Christine Lagarde, jamais en reste, a salué un « **accord historique qui permettra de préserver la capacité des banques à prêter à l'économie et de ne pas compromettre la reprise économique** » (traduction : c'était pas gagné mais aucun effort n'est demandé aux banques tout peut continuer ! Vous avez noté le « prêter à l'économie » à distinguer du prêt personnel !).

En effet, en France, la BNP n'est pas à 7 % mais déjà à 10,8 %, la Société générale à 9,2 %... il n'y a que le Crédit agricole qui est à 6,5 % ...

Bref il n'y a quasiment rien à faire et de toute façon l'ensemble des analystes expliquent que vu le peu d'effort demandé tout devrait être fait d'ici 2012. **Même le Crédit suisse s'étonne** (non parce qu'il soit pour une révolution socialiste mais qu'il trouve injuste que la concurrence ne trinque pas) : « *Le standard du marché pour une*

PLACE AU DÉBAT

banque correctement capitalisée sera plutôt de 8 %, et l'on parlera d'excédent de fonds propres à partir de 10 % ».

Conséquence de Bâle III : tout va bien. Circulez (capitaux !) il n'y a rien à craindre ! Le CAC 40 progresse. Christine Lagarde, voyant les marchés hésiter du fait des « révélations » du Wall Street Journal, du spectre de la dette irlandaise et de la crainte de l'extension d'un scénario à la grecque, annonçait dès le 8 septembre que « *L'Europe n'appliquera pas à ses banques le nouveau cadre réglementaire dit Bâle III si les Etats-Unis rechignent à l'imposer à leurs établissements financiers* ». Traduction : si les accords sont jugés trop durs par un seul des pays, les autres ne seront pas tenus de les appliquer.

Depuis, les rênes de la spéculation sont de nouveaux lâchés. Toutes les nouvelles sont prises par les spéculateurs sous l'angle optimiste : peu importe pour eux l'économie réelle, ce qui compte c'est d'être « dans le sens du marché », de faire « comme les autres » pour rafler la mise, ensuite il sera toujours temps de spéculer sur la baisse !

Les ventes de logements neufs aux États-Unis restent stables en août ? à 288 000 unités au lieu des 290 000 anticipés ? Ce n'est pas grave, les ventes ne baissent pas !

Les commandes de biens durables sont reparties à la baisse au mois d'août ? Pas grave, ce sont les transports qui ont drastiquement baissé et comme c'est un marché volatil ça ne veut rien dire !

Le chômage ne diminue pas, bon il n'augmente plus c'est déjà ça (rassurez-vous, les plans de licenciements sont toujours salués en Bourse par une envolée des actions, mais au niveau macro-économique si les entreprises sont contraintes d'embaucher cela signifie que la crise touche à sa fin).

En France, la croissance au deuxième trimestre a été relevée de 0,1 point ? Génial ! le CAC 40 prend 1,7 % en une séance ! A chaque fois se sont des gens qui raflent des millions d'euros sur des transactions qui se

mesurent en milliards d'euros !

La seule chose qui importe aux spéculateurs c'est de permettre la survie de ce système qui leur permet, sans aucun effort et avec un minimum de risques, de faire prospérer leur fortune ! Et c'est à ces gens-là qu'on livre nos services publics, nos entreprises nationalisées, notre modèle social !

Les actifs sont extrêmement mobiles et circulent aujourd'hui librement d'un pays à un autre au gré des conjonctures en bénéficiant souvent d'informations privilégiées. En cas de faillite du système, les gouvernements seront toujours là pour exiger des peuples des sacrifices douloureux : salaires en Grèce, retraites et Sécurité sociale en France.

La plupart des médias sont complices de ce système, modelant les opinions nationales... sans même prendre en compte les analyses de la presse financière, qui sont souvent plus réalistes.

Désormais un seul résultat mauvais, comme aujourd'hui (28/09/2010) la baisse de consommation des ménages, et c'est le système qui chancelle (-1,5 % du CAC 40 en 30 minutes). Une seule « grosse mauvaise nouvelle » ou pluie de « petites mauvaises nouvelles », et le système sera de nouveau au bord du gouffre, rejoint par l'économie réelle.

La crise n'est pas finie. Le système n'a jamais été aussi menacé. Les avancées sociales acquises de haute lutte continueront à fondre comme neige au soleil si nous ne sommes pas capables de créer un rapport de forces réel : nous n'avons pas à payer pour ces gens-là. La richesse est créée par les salariés, il n'est que justice qu'elle n'aille pas dans la poche de ces gens-là.

Si une seule phrase pouvait résumer cet article, ce serait les propos attribués à Henri Ford que m'a transmis mon ami Alain Gély : **« Il est appréciable que le peuple de cette nation ne comprenne rien au système bancaire et monétaire, car si tel était le cas, je pense que nous serions confrontés à une révolution avant demain matin. »**

MÉDECINE DU TRAVAIL



Non à la mort de l'authentique médecine du travail

De l'urgence de la mise en place d'une vraie réforme de la prévention en santé au travail dans l'intérêt exclusif de la santé des salariés

Appel de 1 100 médecins, inspecteurs contrôleurs du travail et acteurs de santé au travail, de nombreuses personnalités et déjà près de 20 000 signataires

A l'heure de la sous-déclaration massive des accidents du travail, de l'augmentation des maladies professionnelles et des suicides au travail (comme cela a été révélé à France Télécom) à l'heure de la hausse des accidents cardiaques et vasculaires liés au stress et à la souffrance au travail, à l'heure où dérivent les méthodes de management et leurs exigences dévorantes de productivité, faut-il affaiblir ou renforcer la médecine du travail ?

Après plus de vingt ans de dégradation continue de la santé au travail, nul ne nie qu'il y ait besoin d'une grande réforme pour la reconstruire. Mais les salariés, les syndicats, les professionnels des questions de santé au travail sont terriblement inquiétés par les orientations de la « réforme » annoncée de M. Darcos.

C'est un projet qui va dans le sens de celui du Medef auquel, pourtant, tous les syndicats de salariés se sont opposés unanimement en 2009. Il propose carrément de violer le cadre de responsabilité du médecin du travail pour qu'il serve de bouclier protecteur à celui des employeurs. Il est en contradiction de manière réhibitoire avec les principes du Code de Déontologie médicale inscrits dans la Loi. Il projette d'organiser les prochains services de santé au travail (SST) en donnant total pouvoir au patronat : seront juges et parties ceux-là mêmes qui créent les risques.

Plus que jamais les médecins du travail et les autres acteurs des SST seront cantonnés dans des activités éloignées de la défense de la santé des travailleurs. Il s'agit de la mort de toute réelle prévention en santé au travail. Il s'agit de « démedicaliser » la seule spécialité dont l'objet est le lien entre la santé et le travail.

Il s'agit de prendre prétexte de la pénurie (réversible) de médecins du travail en les remplaçant par des infirmiers alors que ceux-ci ne peuvent pas se substituer aux médecins et qu'ils n'ont pas de statut protégé. Il s'agit de transférer ces missions aux directeurs des services interentreprises de santé au travail (SST) c'est-à-dire aux Conseils d'Administration composés majoritairement d'employeurs (2/3). Il s'agit de déposséder les « commissions de contrôle » de leurs prérogatives notamment en ce qui concerne le droit d'opposition à la mutation ou au licenciement des médecins du travail, alors qu'au contraire ce droit d'opposition devrait être étendu pour que tout « Intervenant en Prévention des Risques Professionnels » bénéficie d'un statut de « salarié protégé ». Comment une « prévention » peut-elle exister, sans entretien clinique régulier avec les salariés, en espaçant les visites tous les 3 ans ? L'aptitude et l'inaptitude seraient définies du point de vue patronal : actuellement ces notions n'ont pas de définition légale, le médecin du travail les apprécie au cas par cas selon les risques pour la santé liés au poste de travail. Une nouvelle définition écrite dépendrait exclusivement de la capacité du salarié à effectuer la totalité des tâches prescrites : elle aurait une "simplicité" radicale, binaire (apte ou inapte) et reviendrait à supprimer toute notion d'aménagement de poste et d'adaptation des tâches à l'homme.

Le Medef voulait aussi que le médecin-conseil puisse déclencher une procédure obligatoire de retour au travail pendant l'arrêt de travail. L'employeur serait libéré de ses obligations de reclassement dès la visite de reprise. Après cette visite unique, et dans un délai de 21 jours, le salarié déclaré inapte pourrait être licencié. Les voies de recours, aujourd'hui possibles auprès de l'inspection du travail, seraient renvoyées à des dispositions non précisées. Le projet de X. Darcos reprend les mêmes intentions, très dangereuses pour les salariés victimes d'accident du travail ou de maladie professionnelle. Au contraire de tout cela, une véritable prévention en santé au travail est nécessaire et possible.

L'indépendance professionnelle exige que les préventeurs soient à l'abri des pressions de ceux qui les paient. Avec le mode de production en flux tendu et la recherche effrénée de gain de productivité, les conditions de travail se dégradent partout, tous les secteurs sont « à risques », bureaux comme ateliers. Une authentique médecine de prévention, en adéquation avec les constats sur le terrain, peut tirer sa grande pertinence de l'entretien clinique régulier des salariés avec le médecin du travail. Il faut que la médecine du travail authentique et spécifique soit un véritable service public indépendant, avec les moyens nécessaires, la formation, les effectifs, et la prévention apparaîtra redoutablement efficace, progressive et finalement « économique » dans l'intérêt des salariés.

Que tous les acteurs de progrès refusent ensemble le projet gouvernemental de mise à mort de la médecine du travail POUR une authentique médecine du travail, indépendante, dans l'intérêt exclusif de la santé des salariés !

Pour signer la pétition : <http://petition.non-mort-medecine-travail.net/index.php>

ACTUALITÉ SOCIALE

L'odieux et mensonger chantage à l'emploi

Par Ghislaine DANÉ-JOUAULT

Après les plans de licenciements, le patronat lance une nouvelle mode, « le sacrifice décidé par les salariés eux-mêmes en échange de la pérennité de leur emploi ».

Les salariés sont consultés par référendum pour évincer ainsi les syndicats sur les sacrifices qu'ils sont prêts à consentir moyennant la promesse de garder leur emploi.

Ce fut le cas pour les salariés de General Motors, qui ont renoncé à une partie de leurs RTT et accepté le gel de leurs salaires jusqu'en 2013. L'objectif affiché de la direction : diminuer les coûts de 10 %, en mettant naturellement en balance l'usine de France et celle du Mexique.

Même méthode chez Continental qui, pourtant, annonce des bénéfices en 2010 et qui revendique une baisse de ses coûts de 8 %.

Bien évidemment, ce chantage à l'emploi marche même si le dernier référendum n'a pas permis un vote massivement majoritaire des salariés.

Et on les comprend, car, comme dans tout domaine, le devoir de mémoire est nécessaire.

Rappelons-nous qu'en 2007 les salariés de Conti avaient renoncé aux 35 heures et à leur prime de fin d'année en échange de la pérennisation de leurs emplois jusqu'en 2012.

En mars 2009, la direction allemande annonçait la fermeture de leur usine, jetant au chômage 1 120 salariés qui se sont vus proposer une offre de reclassement à 137 euros en Tunisie sans réaction du gouvernement.

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient et ne doutons pas un seul instant de ce marché de dupes.



Grève chez Piper-Heidsieck : les salariés ont eu gain de cause

Après une semaine de grève et de blocage du site de production, les syndicats et la direction de la maison de champagne Piper-Heidsieck, à Reims (Marne), sont parvenus à un accord. « La direction a renoncé au plan social visant la suppression de 39 postes et nous gardons notre prime d'intéressement, c'est une victoire totale », a déclaré Olivier Gaudry, délégué CGT de Piper-Heidsieck.

Le champagne Piper-Heidsieck, qui appartient depuis 1988 au groupe Rémy Cointreau, exploite un domaine de 65 hectares de vignes pour une production de 9 millions de bouteilles (dont 80 % pour l'exportation). Son chiffre d'affaires en 2009 était de 138 millions d'euros.

Source : *Le Parisien*



Et si les délocalisations cessaient d'être à la mode ?

Par Yves MESCOFF

Comme le rapporte *Le Parisien*, le Coq sportif a décidé de revenir en France, et plus précisément à Romilly-sur-Seine, dans l'Aube, vingt-deux ans après sa délocalisation. Certes, cela ne compensera qu'en partie la fin de l'activité de l'entreprise de fabrication de chaussettes Olympia, mise en liquidation judiciaire. Mais c'est quand même une bonne nouvelle. Le Coq sportif n'est d'ailleurs pas la seule entreprise à se relocaliser. Les skis Rossignol ont fait la même chose il y a quelques mois en s'installant en Haute-Savoie.

Preuve que, contrairement à ce qu'essaie de nous faire croire la droite, le coût du travail en France n'est pas aussi élevé que ça. Et puis, ce qu'une entreprise gagne en matière de salaires en se délocalisant, elle le perd en transport et en savoir-faire. Au moment où Copé, soucieux de plaire à Sarkozy, nous rejoue le coup des 35 heures, il est intéressant que l'actualité lui apporte un cinglant démenti.

VIII ÈMES VENDÉMAIRES DE RÉSISTANCE SOCIALE

Nos 8èmes Vendémiaires, co-organisées par Résistance Sociale et La Convergence des Services publics, se tiendront :

Samedi 20 novembre 2010 à Saint-Pierre-des-Corps (37)

Accueil à partir de 9 h 30, début des débats : 10 h 00

Préprogramme

LA CRISE : COMMENT S'EN SORTIR ?

Accueil par Marie-France Beauflis, sénatrice-maire de Saint-Pierre-des-Corps

1^{ère} table ronde (10 h – 12 h 30)

- Délocalisations, explosion du chômage, précarité banalisée, dégringolade du pouvoir d'achat, ...
- Casse de la Sécu, de l'emploi, des retraites, du Code du travail, des services publics, ...

Comment résister, comment converger ?

*Débat animé par Jean-Claude Chailley, SG de Résistance Sociale
et Patrick Hallinger, SN de l'UGFF-CGT*

Avec notamment : Gérard Filoche (PS), Cécile Duflot (Europe Ecologie), Jacques Duron (UNSA), Bernard Cassen (Monde Diplomatique), un représentant FSU.

2^{ème} table ronde (14 h 00 – 17 h 30)

- Quelles politiques publiques ? Quelle construction européenne ?
- Quels rôles pour les citoyens, leurs organisations, leurs représentants ?
- Peut-on et doit-on réformer l'Etat ?

Comment construire l'alternative ?

*Débat animé par Bruno OLIVIER, journaliste à Politis
et Michel Jallamion porte-parole de Résistance Sociale*

Avec notamment : Annick Coupé (Solidaires), Nasser Mansouri (CGT), Jacques Cossart (économiste, ATTAC), Claude Debons (PG), Olivier Dartigolles (PCF), Bernard Defaix (président de la convergence nationale des services publics).

- ▶ ***Pour les personnes qui le souhaitent, des chambres à 19 € sont disponibles à l'auberge de jeunesse***
- ▶ ***Nous souhaitons savoir s'il est envisageable d'organiser un départ en car de Paris à 8 h 00 (maxi 25 € A/R). Merci d'appeler le 06 88 26 91 22 si l'une de ces deux options vous intéresse.***

COUP DE GUEULE

Retraites : les femmes en prendraient encore plein la g...

Par Lucie Berthommier

Soyons clairs, et je n'aurai pas de langue de bois par de faux égards vis-à-vis des organisations syndicales dont ce serait la chasse gardée : ce projet de « réforme » des retraites n'est pas amendable, il est à rejeter dans son ensemble.

Cependant, il y en a qui sont encore plus que d'autres dans le collimateur du gouvernement, ce sont les femmes. Et, comme le dit si joliment Eric Woerth : il « ne veut pas favoriser les femmes ». Rassurez-vous, M. le Ministre, y a pas de risque ! Ce n'est pas de Mme Bettencourt qu'il s'agit, mais des femmes ordinaires, celles qui, toute leur vie, ont gagné moins que les hommes à diplôme, compétence, emploi de même niveau.

70 % des femmes occupent des emplois précaires, 82 % des emplois à temps partiel. Le taux de chômage est plus élevé chez les femmes que chez les hommes et, en plus, en cas de situation de l'emploi difficile, il est bien normal, -eh ben, voyons !- qu'on renvoie les femmes à la maison, au ménage et à l'éducation des enfants. D'ailleurs, on les aide un peu à cela par un tas de petites

mesurettes, telle l'allocation parentale d'éducation. Chacun à son poste et les retraites (les emplois et les salaires) seront bien gardé(e)s.

A la fin, j'entends à la fin de la vie, le constat est là : la retraite des femmes, c'est 56 % de celle des hommes. Et encore, ce n'est pas une retraite directe mais en partie le fruit de droits annexes tels que la pension de réversion, les allocations minimum vieillesse, les bonifications pour enfants, etc. Toutes allocations qu'on pense sérieusement à revoir. Vous commencez à nous coûter cher, ma bonne dame !

Encore quelques chiffres édifiants : 4 femmes sur 10 touchent moins de 600 € par mois, 63 % des allocataires du minimum vieillesse sont des femmes. Pour une même durée de cotisation, les femmes touchent en moyenne 35 % de moins que les hommes... Allez, j'arrête là !

Alors pas touche à la retraite... mais pour le travail des femmes, changeons tout !

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

✕.....

NOM..... PRENOM :

ADRESSE :

Code postal:..... Ville : E-mail :

Tél : Portable :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)